

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CONCEPTION, REALISATION, AMENAGEMENT DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE INSERRE A TOUL (54)

### MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

#### Règlement de Consultation (RC)

#### **DATES ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**05/02/2025 avant 12 heures**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
1.1 Objet du marché .....	3
1.2 Caractéristiques du marché de l'opération .....	3
1.3 Forme du marché .....	3
1.4 Décomposition en tranches.....	3
1.5 Allotissement .....	4
1.6 Durée du marché et délais d'exécution.....	4
1.7 – Lieu d'exécution .....	4
1.8 – Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché .....	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 - Mode de passation.....	4
2.2 – Variantes.....	4
2.3 - Délai de validité des offres .....	4
2.4 - Modifications de détail au dossier de consultation .....	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	5
ARTICLE 5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	7
5.1 - Jugement des candidatures .....	7
5.2 - Jugement des offres .....	7
5.3 - Négociation.....	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS .....	8
6.1 - Transmission électronique du pli.....	8
6.2 - Signature électronique.....	8
6.3 - Copie de sauvegarde .....	9
6.4 - Assurance et frais de transport.....	10
ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE .....	10
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	11
ARTICLE 9 - VOIES DE RECOURS.....	11
ANNEXE N°1 - CADRE DE REPONSE (document joint au DCE) .....	11
ANNEXE N°3 – DECLARATION SUR L'HONNEUR.....	12

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

---

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1ère catégorie au sens de l'article R. 4532-31 du Code du Travail, dans le cadre de l'opération de conception-réalisation et aménagement d'un établissement pénitentiaire InSERRÉ à Toul (54) de 100 places.

A titre indicatif, sans que cela n'engage le maître d'ouvrage, le montant estimatif des travaux est de 35.75M €HT en date de valeur juin 2024, toutes tranches confondues.

A titre indicatif, les délais prévisionnels de l'opération de conception réalisation, hors période de garantie, sont les suivants :

- Consultation (analyse des offres, négociations, notification) et Etudes : 20 mois dont 10 mois d'étude
- Travaux et OPR : 23 mois
- GPA : 16 mois
- Tranche optionnelle : la réalisation des travaux de la tranche optionnelle (Mission M7) devra avoir été finalisée avant la fin des travaux de la tranche ferme.

### 1.2 Caractéristiques du marché de l'opération

La construction de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à Toul (54) fait l'objet d'un marché public global sectoriel de conception, réalisation et d'aménagement au sens des articles R. 2171-1 et R. 2171-15 à R. 2171-22 du Code de la commande publique.

### 1.3 Forme du marché

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

### 1.4 Décomposition en tranches

Il est prévu une tranche ferme et une tranche optionnelle pour ce marché :

➤ **Tranche ferme : Conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire**

La tranche ferme du présent marché couvre l'application des missions confiées au coordonnateur SPS, correspondant au périmètre du projet regroupant l'ensemble des ouvrages et espaces en et hors enceinte de l'établissement, ainsi que ses équipements associés.

La solution technique retenue en tranche ferme pour respecter les exigences de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets pour le parking visiteurs consiste en la plantation d'arbres permettant d'ombrager le parking du projet sur au moins la moitié de leur superficie (le parking personnels, étant un parking d'accès privé de moins de 1 500 m<sup>2</sup>, n'est soumis à aucune prescription en matière de plantation d'arbres ou d'installations d'ombrières avec moyens de production d'énergie renouvelable, et ne fera donc pas l'objet d'aménagements de ce type, ni dans la tranche ferme ni dans la tranche optionnelle).

La tranche ferme inclut la mise en œuvre de mesures conservatoires permettant ultérieurement l'installation d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie du parking visiteurs du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage.

Dans ce périmètre, la tranche ferme intègre l'ensemble des éléments de missions listés à l'article 1.3 du CCP à la fois sur les phases d'étude de conception (APS, APD, PRO), que de préparation, de réalisation, de réception de travaux et suivi en GPA.

La tranche ferme comprend, en sus du périmètre cité plus haut, les missions de CSPS relatives aux phases d'études APS, APD et PRO pour la mise en place des ombrières avec panneaux photovoltaïques précitées.

➤ **Tranche optionnelle : Réalisation et installation d'ombrières sur le parking visiteurs et à l'intégration de panneaux photovoltaïques**

La tranche optionnelle du présent marché couvre l'application des missions confiées au coordonnateur SPS, pour la réalisation des études d'exécution (EXE) et des travaux de réalisation d'ombrières sur le parking visiteurs prévu en tranche optionnelle du marché de conception réalisation du projet InSERRE.

Ces ombrières couvriront au moins la moitié de la superficie des parkings du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage (en remplacement des arbres prévus dans la tranche ferme du marché de conception-réalisation-aménagement).

### **1.5 Allotissement**

Les prestations font l'objet d'un lot unique. Les prestations ne peuvent être alloties compte tenu du fait que l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### **1.6 Durée du marché et délais d'exécution**

Le présent marché est conclu pour une durée **prévisionnelle** de cinquante-quatre (54) mois, dont seize (16) mois de GPA, à compter de sa notification.

Au sein de ce délai, l'élaboration de documents, ou d'examen par le titulaire de documents d'études qui lui seront remis sont soumis à des délais spécifiques, au CCP.

La mission s'achèvera à la fin du délai de la garantie de parfait achèvement, éventuellement prolongé par décision du pouvoir adjudicateur.

### **1.7 – Lieu d'exécution**

Les prestations s'effectueront en partie sur site à Toul (54) et en partie au Kremlin-Bicêtre (94), au siège de l'APIJ.

### **1.8 – Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché**

En raison de la nature des prestations faisant l'objet de la présente consultation et de leur forte imbrication technique, l'acheteur entend s'assurer que chacun des prestataires membres du groupement soit engagé sur la totalité du marché.

C'est la raison pour laquelle le groupement attributaire sera solidaire.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

---

### **2.1 - Mode de passation**

Il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5 et R. 2123-6 du Code de la commande publique.

### **2.2 – Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **2.3 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

## 2.4 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

---

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent **Règlement de Consultation (RC)** et ses annexes :
  - Annexe 1 : Cadre de réponse de candidatures (Excel)
  - Annexe 2 : Cadre de réponse de temps passés prévisionnels
  - Annexe 3 : Déclaration sur l'honneur
  - Annexe 4 : AAPC du marché de conception-réalisation de l'opération de construction de l'établissement InSERRE à Toul
- L'**Acte d'Engagement (AE)** et son annexe 1 relative à la déclaration de sous-traitance :
  - Annexe 1 : Formulaire d'agrément des sous-traitants
- Le cadre de la **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**
- Le **Cahier des Clauses Particulières (CCP)**
- La note de synthèse de l'opération

## ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les plis dématérialisés seront composés d'un dossier de candidature et d'un dossier d'offre :

### 4.1 - Dossier de candidature :

**Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.**

#### Situation juridique du candidat

1. Une **lettre de candidature** complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 01/04/2019).
2. Si le **candidat est en redressement judiciaire** au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

### Capacités financières

3. Une **déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché**, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 version du 01/04/2019).

Les candidats sont également invités à compléter l'**annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature**.

### Capacités professionnelles et techniques

4. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

Le candidat est invité à renseigner les différentes rubriques de l'**annexe 1 du présent RC Cadre de réponse candidature**.

5. Une **liste de trois (3) références**, de moins de trois ans, d'importance et de complexité comparables à l'objet du marché (opération de construction d'un ouvrage d'envergure équivalente et en conception-réalisation).

Pour chaque référence, le candidat précisera **dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature » prévu à cet effet** :

- La nature du projet et sa localisation,
- Le donneur d'ordre (dénomination complète avec coordonnées),
- La surface de plancher,
- Le calendrier de l'opération,
- Le montant (H.T.) des travaux,
- Le montant (H.T.) de la mission réalisée.

Si le candidat transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

Le candidat est invité à renseigner les différentes rubriques de l'annexe 1 du RC, en plus de fournir les différentes pièces justificatives demandées.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles chacun sur le site Internet :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

Le candidat indiquera une adresse courriel valide pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media unique pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

## **4.2 - Dossier Offre :**

Ce dossier comprendra, en un exemplaire original, les pièces suivantes :

### Un projet de marché comprenant

- a) L'**acte d'engagement** à compléter dater et signer par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement).
- b) La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) par mission et par cotraitants, complétée et signée, cadre à accepter sans modifications au format Excel et PDF. Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre.

Un mémoire technique portant sur l'organisation opérationnelle et la méthodologie d'intervention mise en place et indiquant notamment :

- c) Les **moyens humains** :

- a. La liste nominative des différents personnels affectés à l'exécution du marché, avec leurs curriculum vitae présentant notamment leurs expériences et références respectives (conception-réalisation). Les CV comprendront en annexe la copie de l'attestation de compétence en cours de validité à l'exercice des missions CSPS niveau 1 - article articles R4532-23 à R4532-29 du Code du travail).
- b. Les tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, et la répartition des compétences spécifiques au sein des différents intervenants, au regard des spécificités de l'opération.
- d) **L'organisation et la méthodologie** qu'ils comptent mettre en place à chacune des étapes de la mission, avec un focus particulier et détaillé pour la phase de suivi de chantier sur l'ensemble du périmètre du marché.
- e) Le **cadre de réponse des temps passés prévisionnels** (Annexe 2 au présent RC, dûment complétée)
- f) La **déclaration sur l'honneur** complétée et signée (Annexe 3 au règlement de consultation)

Les documents seront remis en version pdf et en version native (.xls notamment).

## ARTICLE 5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

### 5.1 - Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

Nota : l'APIJ se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures et d'analyser en conséquence la candidature du seul candidat pressenti attributaire à l'issue de l'analyse des offres. Dans le cas où la candidature de ce candidat ne satisferait pas aux critères d'analyse des candidatures, la candidature du candidat arrivé le suivant dans le classement des offres sera analysée.

### 5.2 - Jugement des offres

Le Pouvoir Adjudicateur prendra en compte les deux critères suivants :

- La valeur technique de l'offre pour **80 %**, soit :
  - la qualité et la pertinence des moyens humains proposés, notamment l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution du marché, ainsi que la répartition des tâches entre les différents intervenants (30 %)
  - la **méthodologie** et l'organisation opérationnelle proposées pour réaliser l'ensemble des missions, telles qu'elles résultent du contenu du mémoire technique (20 %)
  - la pertinence et la **cohérence des temps prévisionnels d'intervention** pour l'exécution de chaque mission du CSPS et pour chacune des phases du projet (30 %)
- Le prix des prestations pour 20 %, apprécié au regard du montant global et forfaitaire de l'offre (acte d'engagement)

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.



Si le candidat est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

### 5.3 - Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange par voie électronique, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

**Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.**

## ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS

---

### 6.1 - Transmission électronique du pli

Les dossiers de candidatures et d'offres devront **OBLIGATOIREMENT** être adressés par **voie électronique** sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (plateforme PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2677874&orgAcronyme=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

### 6.2 - Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :



## - L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que son offre ne soit pas trop volumineuse.

## 6.3 - Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support dématérialisé, physique électronique ou sur papier.

En cas de transmission par voie électronique (dématérialisé), la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

Lettre recommandée électronique :

Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)

Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)

Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

**« APIJ – ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE InSERRE TOUL (54)  
MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)**

**COPIE DE SAUVEGARDE**

**NE PAS OUVRIR »**

Elle devra ensuite :

- Soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice –Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- Soit être adressée par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés –Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

#### **6.4 - Assurance et frais de transport**

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

### **ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE**

---

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production des documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- La liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;

### 3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura présenté au pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenue est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres.

Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

## **ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

---

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront déposer leur question au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres sur le site PLACE.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2677874&orgAcronyme=d3f>

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 9 - VOIES DE RECOURS**

---

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

- Référé précontractuel prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché.
- Recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre.

**ANNEXE N°1 - CADRE DE REPONSE (document joint au DCE)**

**ANNEXE N°2 - CADRE DE REPONSE TEMPS PASSES (document joint au DCE)**

